

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/42704]

25 MAI 2023. — Décret relatif à la conservation et à la valorisation des archives d'intérêt patrimonial

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1ER. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° archives : l'ensemble des informations enregistrées, quels que soient leur date, leur lieu de conservation, leur forme et leur support, produites par une personne physique ou morale dans l'exercice de ses activités;

2° archives privées : les archives produites par une personne physique ou morale de droit privé, à l'exception de celles produites dans le cadre de la gestion d'un service public ; sont également considérées comme privées les archives produites par les membres et collaborateurs d'un parti politique à l'occasion de leurs mandats publics, à l'exception des documents officiels établis ou reçus au nom ou pour le compte de l'autorité publique pour laquelle ils agissent;

3° Fonds d'intérêt patrimonial : ensemble cohérent

a) constitué majoritairement d'archives privées provenant d'un même producteur ou collectionneur, et âgées de plus de 30 ans ou ayant perdu, avant cette date, leur utilité administrative ou juridique pour la personne qui les a produites ou reçues;

b) et présentant un intérêt patrimonial pour la Communauté française au regard des critères de l'article 2 § 3;

4° professionnel des archives : la personne physique ou morale qui exerce de manière régulière une activité professionnelle ou dispose d'une expertise approfondie en matière de collecte, de conservation, de traitement et de valorisation d'archives;

5° centre d'archives privées : la personne morale de droit privé qui exerce les missions définies à l'article 3 et répond aux conditions de l'article 5 ou de l'article 7;

6° opérateur culturel : toute personne physique ou morale dont les activités s'inscrivent dans le cadre des politiques culturelles;

7° politiques culturelles : les politiques adoptées par la Communauté française dans les matières culturelles visées par l'article 4, 1°, 3° à 5°, 8°, 10° et 13°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

8° Subvention ponctuelle : une subvention de projet au sens de l'article 60, § 1^{er}, 2° du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française;

9° Subvention structurelle : une subvention générale au sens de l'article 60, § 1^{er}, 1° du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 2. § 1^{er}. Le présent décret a pour objectif :

1° de préserver et transmettre l'histoire collective des populations constituant la Communauté française de Belgique;

2° de faire en sorte que cette histoire collective comprenne la plus grande diversité possible d'idées ou d'expressions culturelles;

3° de faire en sorte que cette histoire collective soit accessible au plus grand nombre.

§ 2. Le présent décret ne peut être utilisé pour promouvoir des idées :

1° constituant une infraction pénale en vertu:

a) de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie;

b) de la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale;

c) de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination;

d) de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes;

e) de la loi du 22 mai 2014 tendant à lutter contre le sexisme dans l'espace public;

2° ou manifestant une hostilité envers les droits et libertés garantis par la Constitution et la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Les archives qui s'y rapportent ne peuvent être préservées et valorisées que dans une optique de développement de l'esprit critique des populations et de mise en garde des générations futures.

§ 3. Pour évaluer l'intérêt patrimonial d'un fonds d'archives, le Gouvernement se base sur l'avis de la Commission des Patrimoines culturels.

Cette évaluation tient compte :

1° de la nécessité de préserver et transmettre l'histoire collective des populations et la diversité des expressions culturelles et des idées;

2° du lien qu'entretient le fonds d'archives avec l'Histoire, notamment l'histoire culturelle, politique, sociale et économique;

3° du lien qu'entretient le fonds d'archives avec l'identité culturelle des populations d'un territoire;

4° de la rareté des documents ou données concernées, ou de leur remarquable état de conservation par rapport à d'autres documents ou données similaires.

TITRE 2. — DES CENTRES D'ARCHIVES PRIVEES**CHAPITRE 1^{er}. — Des missions des centres d'archives privées**

Art. 3. § 1^{er}. Les missions archivistiques contribuant aux objectifs du présent décret se déclinent en missions de base et en missions complémentaires.

§ 2. Les missions archivistiques de base comprennent :

1° une mission de collecte qui vise à accroître les fonds du centre par la prospection, l'acquisition et la prise en dépôt d'archives;

2° une mission de conservation qui vise à préserver l'intégrité des archives sur le long terme en utilisant des méthodes d'entreposage adaptées et conformes aux normes internationales applicables, en identifiant les risques d'altération potentiels et en prenant les mesures de prévention adéquates au regard des risques identifiés;

3° une mission de traitement qui consiste à évaluer, trier, classer et décrire les archives détenues par le centre, par l'indexation, l'inventoriage, le catalogage et le développement d'instruments de recherche dans le respect des normes internationales applicables;

4° une mission de mise à disposition qui consiste à rendre les fonds du centre accessibles au public dans une mesure compatible avec les exigences de conservation, les prescriptions de la législation portant protection des données à caractère personnel et les volontés du donateur ou déposant;

5° une des missions de valorisation suivantes :

a) une mission de recherche et de publication scientifiques en lien avec les fonds ou les thématiques du centre;

b) une mission de médiation culturelle à vocation pédagogique ou éducative en lien avec les fonds ou les thématiques du centre ; lorsqu'elle s'adresse à un public scolaire, cette mission s'inscrit dans le cadre des objectifs, stratégies et priorité du parcours d'éducation culturelle et artistique;

c) une mission de formation en gestion des archives à destination prioritairement d'opérateurs culturels.

§ 3. Constituent des missions archivistiques complémentaires :

1° les missions de valorisation réalisées en plus de celle retenue au titre de mission de base;

2° le développement ou la poursuite d'une politique de numérisation consistant à numériser des archives physiques selon des méthodes permettant d'en préserver l'intégrité, à conserver de manière pérenne les contenus numérisés et à les rendre accessibles au public;

3° le développement ou la poursuite d'une politique de gestion des archives nativement numériques, à condition que ces dernières représentent moins de 20% des fonds du centre;

4° le développement ou la poursuite d'une politique active et régulière de collecte d'archives prioritairement auprès d'opérateurs culturels.

§ 4. Le Gouvernement fixe, dans le respect des principes du présent décret, les conditions minimales d'exercice des missions mentionnées aux paragraphes 2 et 3. Il peut décliner celles-ci en fonction de la catégorie dans laquelle le centre est reconnu.

CHAPITRE 2. — De la reconnaissance des centres d'archives privées

Art. 4. Le Gouvernement peut reconnaître les centres d'archives privées qui contribuent aux objectifs du présent décret.

La reconnaissance porte sur une durée de cinq ans et ouvre le droit à une subvention annuelle dont le montant et les modalités d'octroi sont définis conformément au chapitre 4 du présent titre.

Art. 5. Pour être reconnu, un centre d'archives privées doit répondre aux conditions cumulatives suivantes :

1° être constitué sous la forme d'une association dotée de la personnalité juridique ou d'une fondation au sens des articles 1:6, § 2, et 1:7 du Code des sociétés et des associations;

2° disposer d'un siège d'exploitation en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale ; ce siège d'exploitation comprend au moins une salle de conservation et une salle de consultation, répondant chacune aux conditions de taille, d'équipement et d'ouverture au public fixées par le Gouvernement;

3° exercer des missions archivistiques contribuant aux objectifs du présent décret depuis au moins cinq ans au jour de l'introduction de la demande de reconnaissance;

4° disposer de fonds d'archives d'intérêt patrimonial produites par des tiers, dont le volume minimal est déterminé par le Gouvernement et assurer la cohérence de ses fonds en fonction d'une ou plusieurs thématiques et/ou d'un territoire spécifique;

5° ne pas avoir pour objet principal la conservation et la valorisation d'archives audiovisuelles;

6° démontrer la viabilité financière de ses activités.

Pour conserver le bénéfice de sa reconnaissance et des subventions qui s'y rapportent, le centre d'archives privées doit en outre répondre aux conditions suivantes :

1° exercer les missions archivistiques de base mentionnées à l'article 3, § 2, 1° à 4° et au moins une mission de valorisation mentionnée au 5° du même paragraphe;

2° employer au minimum un équivalent-temps-plein responsable de la conservation, du traitement, de la valorisation et de la consultation des archives et répondant aux qualifications fixées par le Gouvernement; cette condition doit être remplie au plus tard dans les six mois qui suivent la notification de la décision de reconnaissance;

3° développer un inventaire et des outils de recherche accessibles en ligne et répondant aux conditions techniques fixées par le Gouvernement sur la base des normes internationalement reconnues;

4° collaborer de manière régulière avec d'autres opérateurs reconnus par la Communauté française, en particulier avec des opérateurs culturels, et participer à la recherche scientifique aux niveaux local, régional, communautaire ou international;

5° organiser sa comptabilité selon le plan comptable normalisé établi par l'administration à destination des opérateurs culturels ; cette condition doit être remplie à compter de la deuxième année de la reconnaissance;

6° veiller à la préservation de ses propres archives se rapportant aux activités soutenues.

Le cas échéant, le Gouvernement précise lors de la reconnaissance ou de son renouvellement les missions archivistiques complémentaires qu'il reconnaît en plus des missions de base.

Art. 6. Lorsque les crédits budgétaires disponibles sont insuffisants pour reconnaître l'ensemble des centres d'archives privées répondant aux conditions de l'article 5 ou pour reconnaître l'ensemble des missions complémentaires définies à l'article 3, § 3, les priorités sont définies comme suit :

1° la priorité est d'abord donnée au renouvellement, hors demande de progression, des reconnaissances existantes faisant l'objet d'une évaluation positive, en ce compris les missions complémentaires précédemment reconnues faisant l'objet d'une évaluation positive;

2° la priorité est ensuite donnée à l'octroi de nouvelles reconnaissances pour les missions de base, en tenant compte des critères suivants :

a) le respect d'un équilibre entre les différentes tendances idéologiques et entre les différents domaines d'expression culturelle, avec une attention particulière pour la pluralité idéologique et les domaines peu valorisés;

b) une couverture adéquate de l'ensemble du territoire et des populations de la Communauté française;

c) l'ampleur de l'intérêt patrimonial des fonds concernés au regard des critères définis à l'article 2, § 3;

d) la nécessité d'accorder aux hommes et aux femmes, ainsi qu'aux personnes qui ne se reconnaissent pas dans la conception binaire du genre, une visibilité équilibrée dans l'histoire collective des populations constituant la Communauté française de Belgique;

e) la qualité et la pertinence du réseau de collaboration tissé par le centre d'archives, en particulier avec d'autres opérateurs culturels;

f) la qualité du travail archivistique exercé par le centre d'archives;

g) l'ampleur et la diversité des fonds du centre d'archives;

3° les budgets restants sont ensuite affectés à la reconnaissance de nouvelles missions complémentaires et à l'augmentation éventuelle des subventions précédemment accordées, en tenant compte des critères mentionnés au 2°, a) à g), ainsi que de la pertinence des missions complémentaires sollicitées, au regard notamment de la taille et des activités du centre demandeur et du respect d'un équilibre entre les différents types de missions complémentaires reconnues.

CHAPITRE 3 — *De la concession d'archives d'intérêt patrimonial appartenant à la Communauté française*

Art. 7. Le Gouvernement peut confier la gestion de fonds d'intérêt patrimonial appartenant à la Communauté française au centre d'archives privées qui répond aux conditions cumulatives suivantes :

1° être constitué sous la forme d'une association dotée de la personnalité juridique ou d'une fondation au sens des articles 1:6, § 2, et 1:7 du Code des sociétés et des associations;

2° disposer d'un siège d'exploitation en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale ; ce siège d'exploitation comprend au moins une salle de conservation et une salle de consultation, répondant chacune aux conditions de taille, d'équipement et d'ouverture au public fixées par le Gouvernement;

3° démontrer la viabilité financière de ses activités.

Pour conserver les archives qui lui sont confiées, ainsi que le bénéfice des subventions qui s'y rapportent, le centre d'archives privées mentionné à l'alinéa 1^{er} doit en outre répondre aux conditions cumulatives suivantes :

1° exercer les missions archivistiques de base mentionnées à l'article 3, § 2, 1° à 4°, et au moins deux missions de valorisation mentionnée au 5° du même paragraphe;

2° employer au minimum un équivalent-temps-plein responsable de la conservation, du traitement, de la valorisation et de la consultation des archives et répondant aux qualifications fixées par le Gouvernement ; cette condition doit être remplie au plus tard dans les six mois qui suivent la notification de la décision de confier les archives au centre;

3° développer un inventaire et des outils de recherche accessibles en ligne et répondant aux conditions techniques fixées par le Gouvernement sur la base des normes internationalement reconnues;

4° collaborer de manière régulière avec d'autres opérateurs reconnus par la Communauté française, en particulier avec des opérateurs culturels, et participer à la recherche scientifique aux niveaux local, régional, communautaire ou international;

5° organiser sa comptabilité selon le plan comptable normalisé établi par l'administration à destination des opérateurs culturels; cette condition doit être remplie à compter de la deuxième année suivant la décision de confier les archives au centre;

6° veiller à la préservation de ses propres archives se rapportant aux activités soutenues.

Le Gouvernement peut également confier au centre d'archives privées mentionné à l'alinéa 1^{er} des missions archivistiques complémentaires au sens de l'article 3, § 3, ainsi que toute autre mission d'intérêt public liée aux archives confiées au centre.

CHAPITRE 4 — *Du subventionnement des centres d'archives privées*

Section 1ère — Des subventions structurelles aux centres d'archives privées reconnus

Art. 8. Le Gouvernement accorde aux centres d'archives privées reconnus les subventions structurelles suivantes :

1° une subvention structurelle de base destinée à soutenir le fonctionnement du centre et les missions archivistiques de base;

2° une subvention structurelle complémentaire destinée à soutenir les missions archivistiques complémentaires reconnues;

3° une subvention à l'emploi calculée conformément au décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française.

Art. 9. § 1^{er}. Pour déterminer le montant des subventions, les centres d'archives privées reconnus sont répartis en trois catégories.

Les règles de répartition sont arrêtées par le Gouvernement et sont fondées sur :

1° le nombre d'équivalents temps plein responsables de la conservation, du traitement, de la valorisation et de la consultation des archives;

2° le *volume d'activités*, déterminé notamment au regard :

a) du volume d'archives conservées, exprimé en mètres linéaires, en m³ ou en octets, en tenant compte de l'état d'avancement du processus de traitement;

b) de l'espace de stockage, en tenant compte de l'espace occupé, de l'espace immédiatement disponible et des possibilités d'accroissements.

Les centres reconnus dans les catégories intermédiaire ou supérieure peuvent être soumis à des conditions de reconnaissance complémentaires propre à leur catégorie.

§ 2. Les centres d'archives privées reconnus dans la catégorie inférieure bénéficient d'une subvention structurelle de base comprise entre 85.000 et 95.000 euros par an.

Les centres d'archives privées reconnus dans la catégorie intermédiaire bénéficient d'une subvention structurelle de base comprise entre 125.000 et 135.000 euros par an.

Les centres d'archives privées reconnus dans la catégorie supérieure bénéficient d'une subvention structurelle de base de minimum 160.000 euros par an.

Les subventions et fourchettes mentionnées à l'alinéa 1^{er} sont indexées au 1^{er} janvier de chaque année en suivant l'évolution de l'indice santé. Le Gouvernement précise la formule d'indexation applicable.

Art. 10. Pour chaque mission archivistique complémentaire reconnue le Gouvernement accorde aux centres d'archives privées reconnus une subvention structurelle complémentaire représentant au maximum

a) 25% du montant de la subvention structurelle de base, pour les centres reconnus dans la catégorie inférieure ;

b) 20% du montant de la subvention structurelle de base, pour les centres reconnus dans la catégorie intermédiaire ;

c) 15% du montant de la subvention structurelle de base, pour les centres reconnus dans la catégorie supérieure.

La subvention complémentaire n'est pas accordée, ou est réduite en proportion, si les coûts de la mission complémentaire reconnue sont déjà pris en charge, en tout ou en partie, par la Communauté française ou par un tiers en vertu d'un autre dispositif de soutien.

En tout état de cause, le montant cumulé des subventions complémentaires octroyées en application de l'alinéa 1^{er} ne peut dépasser le montant de la subvention structurelle de base.

Section 2 — Des subventions structurelles aux centres d'archives privées à qui sont confiés des archives d'intérêt patrimonial appartenant à la Communauté française

Art. 11. Les subventions structurelles aux centres d'archives à qui sont confiés des archives d'intérêt patrimonial appartenant à la Communauté française font l'objet d'une inscription nominative dans le budget des dépenses.

Elles sont indexées au 1^{er} janvier de chaque année en suivant l'évolution de l'indice santé. Le Gouvernement précise la formule d'indexation applicable.

Section 3. — Des subventions ponctuelles aux centres d'archives privées

Art. 12. Le Gouvernement peut accorder aux centres d'archives privées les subventions ponctuelles suivantes :

1° des subventions destinées à soutenir des mesures de sauvegarde de fonds d'intérêt patrimonial ;

2° des subventions destinées à couvrir des dépenses d'équipement.

Lorsque les crédits budgétaires disponibles sont insuffisants pour répondre favorablement à l'ensemble des demandes recevables, les priorités sont définies en tenant compte des critères suivants :

1° les demandes destinées à soutenir les mesures de sauvegarde sont prioritaires;

2° les demandes de sauvegarde sont classées en fonction des éléments suivants :

a) l'urgence, appréciée en fonction du niveau de risque de dégradation ou de destruction encouru par le fonds en cas de non-intervention

b) l'ampleur de l'intérêt patrimonial des fonds concernés au regard des critères définis à l'article 2, § 3 ;

c) le degré d'assurance d'une conservation pérenne à l'issue de l'intervention;

d) la capacité financière du demandeur;

3° les demandes d'équipements sont classées en fonction des éléments suivants :

a) la pertinence de la justification avancée pour justifier la nécessité de l'acquisition envisagée, appréciée au regard des activités du centre d'archives privées ;

b) la possibilité de mutualisation de l'équipement acquis avec d'autres opérateurs culturels;

c) l'acquisition d'équipement visant à l'amélioration des conditions de conservation des fonds est prioritaire;

d) La capacité financière du demandeur.

Art. 13. Les subventions ponctuelles destinées à soutenir des mesures de sauvegarde d'archives d'intérêt patrimonial ne peuvent être octroyées qu'en cas :

1° de découverte de parasites, de moisissures ou de dégradations similaires nécessitant un traitement des archives touchées afin d'éviter la contamination de l'ensemble des fonds;

2° d'incendie, de dégâts des eaux ou de catastrophes naturelles nécessitant la relocalisation de tout ou partie des fonds ou l'achat de matériel destiné à la préservation ou à la remise en ordre de celles-ci.

Art. 14. Les subventions ponctuelles d'équipement ne peuvent être octroyées qu'aux conditions suivantes :

- 1° la demande doit porter sur l'acquisition de mobilier ou de matériel nécessaires à l'exercice des missions du centre d'archives privées;
- 2° l'intervention de la Communauté française est plafonnée, par période de cinq ans, à :
 - a) 25% du montant annuel cumulé des subventions structurelles visées à l'article 8, pour les centres reconnus dans la catégorie inférieure;
 - b) 20% du montant annuel cumulé des subventions structurelles visées à l'article 8, pour les centres reconnus dans la catégorie intermédiaire;
 - c) 15% du montant annuel cumulé des subventions structurelles visées à l'article 8, pour les centres reconnus dans la catégorie supérieure.

TITRE 3. — DE LA GESTION DES ARCHIVES PAR LES OPERATEURS CULTURELS STRUCTURELLEMENT SOUTENUS

Art. 15. § 1^{er}. Le Gouvernement est habilité à inclure dans les conditions d'octroi des subventions structurelles accordées aux opérateurs culturels dans le cadre des politiques visées à l'article 1^{er}, 8°, lorsque c'est pertinent, l'obligation de veiller à la préservation des archives se rapportant aux activités soutenues.

Sont concernés par le présent Titre les opérateurs culturels répondant aux conditions suivantes :

- 1° être constitué sous la forme d'une personne morale;
- 2° exercer des activités qui s'inscrivent à titre principal dans le cadre des politiques culturelles;
- 3° se trouver dans l'une des situations suivantes :
 - a) avoir conclu avec la Communauté française un contrat-programme ou une convention pluriannuelle de subventionnement couvrant les activités visées sous 2°;
 - b) bénéficier d'une reconnaissance couvrant les activités visées sous 2° et donnant droit à subvention pluriannuelle en application d'une législation organique de la Communauté française;
 - c) faire l'objet d'une inscription nominative dans le budget des dépenses de la Communauté française couvrant les activités visées sous 2°.
 - d) bénéficier d'une aide visée à l'article 13, § 1^{er}, du décret du 25 avril 2019 relatif au secteur muséal en Communauté française.

La pertinence d'inclure cette obligation est appréciée sur la base :

- 1° soit de l'avis de la Chambre de concertation compétente, si l'obligation concerne de manière transversale tout ou partie d'un secteur;
- 2° soit de l'avis de la Commission d'avis compétente, si l'obligation concerne un ou plusieurs opérateurs déterminés.

La portée de cette obligation est proportionnée au montant de la subvention perçue et est précisée dans le contrat-programme, la convention ou l'arrêté de subventionnement de l'opérateur.

§ 2. L'opérateur est encouragé à déposer ses archives auprès d'un centre d'archives privées reconnu, ou de l'opérateur désigné en vertu de l'article 6.3-2 du décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos, moyennant l'accord de ces derniers et selon les modalités à convenir avec ceux-ci.

En cas de cessation d'activités, les archives de l'opérateur doivent être déposées auprès d'un centre d'archives privées reconnu, auprès de l'opérateur désigné en vertu de l'article 6.3-2 du décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos, ou à défaut auprès des services du Gouvernement.

Art. 16. Le Gouvernement peut accorder aux opérateurs culturels visés à l'article 15 des subventions ponctuelles destinées à soutenir le recours à une expertise externe en matière d'archivage.

Les subventions mentionnées à l'alinéa 1^{er} sont accordées aux conditions suivantes :

- 1° l'activité soutenue doit consister en une assistance technique ou une formation en lien avec la conservation et le traitement des archives;
- 2° l'expert sollicité doit être un professionnel des archives disposant d'une expérience d'au moins cinq années;
- 3° l'activité soutenue ne peut s'étendre sur plus de deux années;
- 4° les subventions mentionnées à l'alinéa 1^{er} ne peuvent être accordées qu'une fois par période de reconnaissance ou au cours d'une même convention pluriannuelle de subventionnement;
- 5° le montant cumulé des subventions structurelles accordées annuellement par la Communauté française à l'opérateur culturel ne peut dépasser 500.000 euros.

Le montant des subventions mentionnées à l'alinéa 1^{er} est compris entre 2.500 et 25.000 euros et couvre au maximum 70% du coût de la mission d'expertise.

Lorsque les crédits budgétaires disponibles sont insuffisants pour répondre favorablement à l'ensemble des demandes recevables, les priorités sont définies en tenant compte des critères suivants :

- 1° le respect d'un équilibre entre les différentes tendances idéologiques et entre les différents domaines d'expression culturelle, avec une attention particulière pour la pluralité idéologique et les domaines peu valorisés;
- 2° une couverture adéquate de l'ensemble du territoire et des populations de la Communauté française;
- 3° l'ampleur de l'intérêt patrimonial des archives concernées au regard des critères définis à l'article 2, § 3;
- 4° la nécessité d'accorder aux hommes et aux femmes, ainsi qu'aux personnes qui ne se reconnaissent pas dans la conception binaire du genre, une visibilité équilibrée dans l'histoire collective des populations constituant la Communauté française de Belgique;
- 5° la pertinence de l'assistance ou de la formation sollicitée au regard du niveau d'expertise de l'opérateur culturel en termes de conservation et de traitement d'archives.

TITRE 4. — DES POLES ARCHIVISTIQUES

Art. 17. § 1^{er}. Le Gouvernement peut reconnaître et subventionner les pôles archivistiques rassemblant un ou plusieurs centres d'archives entre eux, ou un ou plusieurs centres d'archives et un réseau d'opérateurs culturels partenaires, autour d'un territoire ou d'une thématique particulière et mutualisant certains outils ou ressources.

§ 2. La reconnaissance est accordée pour une durée de cinq ans renouvelable, alignée sur la période de reconnaissance du centre d'archives privées coordinateur du pôle.

En cas de changement de coordinateur, la reconnaissance du pôle est prolongée ou réduite de plein droit pour s'aligner sur la période de reconnaissance du coordinateur.

La reconnaissance du pôle devient caduque de plein droit si l'ensemble des centres constituant le pôle archivistique perdent leur reconnaissance ou se voient retirer les archives qui leur ont été confiées par le Gouvernement.

Art. 18. Les membres d'un pôle archivistique formalisent par écrit leur collaboration par le biais d'une convention définissant :

- 1° l'objet de la collaboration;
- 2° les engagements de chaque membre;
- 3° la répartition des moyens financiers;
- 4° le centre d'archives qui est désigné coordinateur et représente l'ensemble vis-à-vis du Gouvernement.

TITRE 5. — DES ORGANISATIONS REPRESENTATIVES

Art. 19. Les organisations représentatives dont l'objet social consiste à fédérer et représenter une part significative des centres d'archives privées ou des professionnels des archives en Communauté française peuvent solliciter leur reconnaissance comme fédération professionnelle aux conditions fixées par les articles 92 à 95 du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle.

Elles ont pour objectifs :

1° d'assurer la promotion de la gestion et préservation des archives, au niveau de la Communauté française et, le cas échéant, dans le cadre d'échanges internationaux;

2° de mener des actions en vue de développer le secteur des archives;

3° d'offrir des services et des informations aux associations affiliées;

4° d'organiser des formations à destination des responsables de centre d'archives et archivistes;

5° de favoriser la diffusion des activités et la mise en réseau des associations membres.

Art. 20. Le Gouvernement peut accorder aux organisations représentatives reconnues les subventions structurelles suivantes :

1° une subvention structurelle de base destinée à soutenir leur fonctionnement et leurs activités;

2° une subvention à l'emploi calculée conformément au décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française.

TITRE 6. — DISPOSITIONS PROCEDURALES**CHAPITRE 1^{er}. — Des procédures relatives à la reconnaissance des centres d'archives privées**

Art. 21. Le Gouvernement arrête les procédures d'octroi, de renouvellement, de suspension, de révision à la baisse ou de retrait de reconnaissance dans le respect des principes fixés par le présent chapitre.

Art. 22. La procédure de reconnaissance des centres d'archives privées comprend les étapes suivantes :

1° l'introduction selon les modalités définies par le Gouvernement, d'une demande de reconnaissance, accompagnée d'un plan d'action quinquennal, au plus tard 9 mois avant le début de la reconnaissance sollicitée;

2° un avis de la Commission des Patrimoines culturels;

3° la notification d'une décision, à laquelle est joint l'avis de la commission ou l'extrait de l'avis qui concerne le centre d'archives privées demandeur et qui mentionne les possibilités de recours;

4° la possibilité pour le centre d'archives privées dont la reconnaissance est refusée d'introduire un recours à l'encontre de cette décision, conformément à l'article 96, § 1^{er}, du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle.

Art. 23. La procédure de renouvellement de reconnaissance comprend les étapes suivantes :

1° l'introduction, selon les modalités définies par le Gouvernement, d'une demande de renouvellement au plus tard 9 mois avant l'échéance de la reconnaissance en cours;

2° un avis de la Commission des Patrimoines culturels;

3° la notification d'une décision, à laquelle est joint l'avis de la commission ou l'extrait de l'avis qui concerne le centre d'archives demandeur et qui mentionne les possibilités de recours;

4° la possibilité pour le centre d'archives privées dont le renouvellement est refusé, ou dont le montant cumulé des subventions structurelles est au moins 30% inférieur au montant antérieurement accordé, d'introduire un recours à l'encontre de cette décision, conformément à l'article 96, § 1^{er}, du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle.

Art. 24. § 1^{er}. La procédure de révision à la baisse ou de retrait de reconnaissance comprend :

1° l'obligation pour le centre d'archives privées reconnu de signaler tout changement susceptible d'affecter l'exercice des missions pour lesquelles il est reconnu, sans préjudice de la possibilité pour les services du Gouvernement de constater d'initiative un tel changement;

2° un avis de la Commission des Patrimoines culturels; le centre concerné a le droit de demander à être entendu par la Commission;

3° la notification d'une décision, à laquelle est joint l'avis de la commission ou l'extrait de l'avis qui concerne le centre d'archives privées demandeur et qui mentionne les possibilités de recours;

4° la possibilité pour le centre d'archives privées dont la reconnaissance est retirée, ou dont le montant cumulé des subventions structurelles après modification est au moins 30% inférieur au montant antérieurement accordé, d'introduire un recours à l'encontre de cette décision, conformément à l'article 96, § 1^{er}, du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle.

§ 2. En cas de non-respect manifeste des conditions de reconnaissance ou de justification des subventions, le versement des subventions structurelles peut être suspendu.

La suspension ne peut durer plus d'une année. Elle doit être confirmée ou infirmée endéans ce délai par une décision de retrait, de révision à la baisse ou de reprise des subventions, prise après avis de la Commission des Patrimoines culturels.

La suspension du versement des subventions dans l'attente de la remise des justificatifs annuels n'est pas soumise aux dispositions du présent article.

CHAPITRE 2. — *De la procédure à suivre pour confier la gestion d'archives d'intérêt patrimonial appartenant à la Communauté française*

Art. 25. La procédure à suivre pour confier à un centre d'archives privées la gestion d'archives d'intérêt patrimonial appartenant à la Communauté française comprend les étapes suivantes :

- 1° un avis de la Commission des Patrimoines culturels;
- 2° la conclusion, entre la Communauté française et le centre d'archives privées, d'une convention précisant la portée des missions confiées et le montant des subventions structurelles accordées en soutien à ces missions.

Art. 26. § 1^{er}. L'opportunité de continuer à confier les archives au centre est réévaluée tous les 5 ans.

La procédure d'évaluation comprend les étapes suivantes :

- 1° l'introduction, selon les modalités définies par le Gouvernement, d'un dossier d'évaluation;
- 2° un avis de la Commission des Patrimoines culturels;
- 3° la notification du résultat de l'évaluation, à laquelle est joint l'avis de la commission ou l'extrait de l'avis qui concerne le centre d'archives et qui, en cas de décision négative, mentionne les possibilités de recours;
- 4° la conclusion d'un avenant à la convention en cas de modification des missions suite à l'évaluation;
- 5° la possibilité pour le centre d'archives dont l'ensemble des missions sont retirées, ou dont le montant cumulé des subventions structurelles est, suite à l'évaluation, au moins 30% inférieur au montant antérieurement accordé, d'introduire un recours à l'encontre de cette décision, conformément à l'article 96, § 1^{er}, du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle.

§ 2. Si le centre d'archives privées ou les services du Gouvernement constatent, en dehors du processus d'évaluation mentionnée au paragraphe 1^{er}, un changement susceptible d'affecter l'exercice des missions du centre, la procédure mentionnée à l'article 24 est d'application.

CHAPITRE 3. — *De la procédure de reconnaissance des pôles archivistiques*

Art. 27. La procédure de reconnaissance des pôles archivistiques comprend les étapes suivantes :

- 1° l'introduction, selon les modalités définies par le Gouvernement, d'une demande de reconnaissance au plus tard 9 mois avant le début de la reconnaissance sollicitée;
- 2° un avis de la Commission des Patrimoines culturels;
- 3° la notification d'une décision, à laquelle est joint l'avis de la commission ou l'extrait de l'avis qui concerne le pôle archivistique demandeur et qui mentionne les possibilités de recours;
- 4° la possibilité pour le pôle archivistique dont la reconnaissance est refusée d'introduire un recours à l'encontre de cette décision, conformément à l'article 96, § 1^{er}, du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle.

Art. 28. § 1^{er}. L'opportunité de continuer à reconnaître un pôle archivistique est réévaluée tous les 5 ans.

La procédure d'évaluation comprend les étapes suivantes :

- 1° l'introduction, selon les modalités définies par le Gouvernement, d'un dossier d'évaluation;
- 2° un avis de la Commission des Patrimoines culturels;
- 3° la notification du résultat de l'évaluation, à laquelle est joint l'avis de la commission ou l'extrait de l'avis qui concerne le pôle archivistique et qui, en cas de décision négative, mentionne les possibilités de recours;
- 4° la possibilité pour le pôle archivistique dont la reconnaissance est retirée, ou dont le montant cumulé des subventions structurelles est, suite à l'évaluation, au moins 30% inférieur au montant antérieurement accordé, d'introduire un recours à l'encontre de cette décision, conformément à l'article 96, § 1^{er}, du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle.

§ 2. Si les centres d'archives membres du pôle ou les services du Gouvernement constatent, en dehors du processus de renouvellement mentionné au paragraphe 1^{er}, un changement susceptible d'affecter l'exercice des missions du pôle, la procédure mentionnée à l'article 24 est d'application.

CHAPITRE 4. — *Des procédures relatives aux subventions*

Art. 29. Le Gouvernement arrête les procédures d'octroi, de liquidation et de justification des subventions dans le respect des principes fixés par le présent chapitre.

Art. 30. La procédure d'octroi des subventions ponctuelles destinées à soutenir des mesures de sauvegarde d'archives d'intérêt patrimonial comprend :

- 1° l'introduction, selon les modalités définies par le Gouvernement, d'une demande de subvention;
- 2° un avis de la Commission des Patrimoines culturels, sauf en cas d'urgence incompatible avec les délais de saisine de la Commission;
- 3° la notification d'une décision, à laquelle est joint le cas échéant l'avis de la commission ou l'extrait de l'avis qui concerne le demandeur et qui, en cas de décision négative, mentionne les possibilités de recours.

Art. 31. La procédure d'octroi des subventions ponctuelles d'investissement ou d'équipement comprend :

1° l'introduction, selon les modalités définies par le Gouvernement, d'une demande de Subvention;

2° un avis de la Commission des Patrimoines culturels;

3° la notification d'une décision, à laquelle est jointe l'avis de la commission ou l'extrait de l'avis qui concerne le centre d'archives privées demandeur et qui mentionne les possibilités de recours.

Art. 32. La procédure d'octroi des subventions ponctuelles destinées à soutenir le recours à une expertise externe en matière d'archives comprend :

1° l'introduction, selon les modalités définies par le Gouvernement, d'une demande de Subvention;

2° un avis de la Commission des Patrimoines culturels;

3° la notification d'une décision, à laquelle est jointe l'avis de la Commission ou l'extrait de l'avis qui concerne le centre d'archives privées demandeur et qui mentionne les possibilités de recours.

CHAPITRE 5. — *Evaluation du décret*

Art. 33. Le Gouvernement procède à une évaluation du présent décret, sur base de critères qu'il détermine, dans les six ans à dater de son entrée en vigueur et ensuite tous les cinq ans.

Cette évaluation est communiquée par le Gouvernement au Parlement de la Communauté française dans un délai de six mois à dater de l'expiration du délai. Le Gouvernement assure, par la voie de ses services, la publication de cette évaluation.

TITRE 7. — *DISPOSITIONS MODIFICATIVES, TRANSITOIRES ET FINALES*

Art. 34. § 1^{er}. Les centres d'archives privées subventionnés de manière structurelle à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret continuent de bénéficier des subventions accordées antérieurement pour leurs missions archivistiques pendant une période de maximum trois ans.

§ 2. Afin de garantir cette subvention, le centre d'archives privées introduit entre le 30 septembre 2023 et le 30 novembre 2023 une demande contenant les éléments suivants :

1° un rapport d'évaluation des missions archivistiques réalisées dans le cadre de la convention en cours, mettant en évidence les avancées réalisées au cours de celle-ci;

2° une analyse de conformité au présent décret, indiquant le cas échéant quels éléments devraient encore rencontrés pour répondre au cadre du nouveau décret;

3° un plan d'actions, comprenant les activités archivistiques envisagées pour la période et, le cas échéant, l'identification des démarches à mettre en place afin de se conformer au présent décret, leur planification et l'affectation des moyens perçus. Ce plan indique dans quel délai le centre entend introduire une demande de reconnaissance ou de concession dans le cadre du présent décret ainsi que la catégorie visée au terme de la période transitoire.

Après avis de la Commission, une convention de transition est conclue avec les centres concernés. Celle-ci vise à permettre l'accompagnement du centre durant la période de mise en conformité. Elle prend fin anticipativement en cas de conclusion d'une convention de reconnaissance ou de concession en vertu du présent décret.

Les subventions accordées pendant la période transitoire sont indexées au 1^{er} janvier de chaque année en suivant l'évolution de l'indice santé. Le Gouvernement précise la formule d'indexation applicable.

Art. 35. Sont abrogés :

1° le décret du 13 juillet 1994 portant agrément et subvention des centres d'archives privées en Communauté française de Belgique;

2° le décret du 12 mai 2004 relatif aux centres d'archives privées en Communauté française de Belgique.

Art. 36. Le présent décret entre en vigueur au 1^{er} janvier 2024 à l'exception :

- de l'article 15, § 1^{er}, qui est applicable à compter de la première demande ou du premier renouvellement qui suit l'entrée en vigueur du présent décret;

- des articles 8, 3°, et 20, 2°, qui entrent en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 mai 2023.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture,
des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—
Note

Session 2022-2023

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 533-1. – Amendement(s) en commission, n° 533-2 - Rapport de commission, n° 533-3 – Texte adopté en commission, n° 533-4 – Texte adopté en séance plénière, n° 533-5

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 24 mai 2023.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/42704]

25 MEI 2023. — Decreet betreffende de bewaring en de waardering van archieven van erfgoedbelang

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL 1. — ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 1. In dit decreet wordt verstaan onder :

1° archieven: alle geregistreerde informatie, ongeacht de datum, de plaats van bewaring, de vorm en de drager, die door een natuurlijke of rechtspersoon in het kader van zijn activiteiten wordt gevormd;

2° private archieven: archieven die door een privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon worden gevormd, met uitzondering van die welke worden gevormd in het kader van het beheer van een openbare dienst; worden ook beschouwd als private archieven de archieven die door leden en medewerkers van een politieke partij in het kader van hun openbare mandaten worden gevormd, met uitzondering van officiële documenten die worden opgesteld of ontvangen in naam van of voor rekening van de overheid waarvoor zij optreden;

3° *Fonds van erfgoedbelang: samenhangend geheel*

a) hoofdzakelijk bestaand uit private archieven van dezelfde vormer of verzamelaar die meer dan 30 jaar oud zijn of die vóór die datum hun administratieve of juridische nut hebben verloren voor degene die ze heeft gevormd of ontvangen;

b) en van erfgoedbelang voor de Franse Gemeenschap ten opzichte van de criteria van artikel 2, § 3;

4° archivaris: een natuurlijke of rechtspersoon die regelmatig een beroepsactiviteit uitoefent of over een diepgaande deskundigheid beschikt op het gebied van de verzameling, de bewaring, de verwerking en de waardering van archieven;

5° centrum voor private archieven: een privaatrechtelijke rechtspersoon die de opdrachten bedoeld in artikel 3 uitvoert en aan de voorwaarden van artikel 5 of artikel 7 voldoet;

6° culturele operator: elke natuurlijke of rechtspersoon wiens activiteiten onder het cultuurbeleid vallen;

7° cultureel beleid : het beleid aangenomen door de Franse Gemeenschap in de culturele aangelegenheden bedoeld in artikel 4, 1°, 3° tot 5°, 8°, 10° en 13°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

8° eenmalige subsidie: een projectsubsidie in de zin van artikel 60, § 1, 2° van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

9° structurele subsidie: een algemene subsidie in de zin van artikel 60, § 1, 1° van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 2. § 1. Dit decreet heeft als doel :

1° het bewaren en doorgeven van de collectieve geschiedenis van de bevolkingsgroepen die de Franse Gemeenschap van België vormen;

2° ervoor te zorgen dat deze collectieve geschiedenis de grootst mogelijke verscheidenheid aan ideeën en culturele uitingen omvat;

3° ervoor te zorgen dat deze collectieve geschiedenis voor zoveel mogelijk mensen toegankelijk is.

§ 2. Dit decreet mag niet worden gebruikt om ideeën te bevorderen :

1° die een strafrechtelijke inbreuk vormen krachtens :

a) de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden;

b) de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaalsocialistische regime is gepleegd;

c) de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie;

d) de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen;

e) de wet van 22 mei 2014 ter bestrijding van seksisme in de openbare ruimte;

2° of die blijk geven van vijandigheid tegenover de rechten en vrijheden die door de Grondwet en het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden worden gewaarborgd.

De desbetreffende archieven kunnen alleen worden bewaard en gewaardeerd met het oog op de ontwikkeling van het kritisch vermogen van de mensen en de waarschuwing van toekomstige generaties.

§ 3. Voor de beoordeling van het erfgoedbelang van een fonds voor archieven baseert de regering zich op het advies van de Commissie voor het Cultureel Erfgoed.

Bij deze beoordeling wordt rekening gehouden met :

1° de noodzaak om de collectieve geschiedenis van de bevolking en de verscheidenheid van cultuuruitingen en ideeën te bewaren en door te geven;

2° de banden van het fonds voor archieven met de geschiedenis, inzonderheid de culturele, politieke, sociale en economische geschiedenis;

3° de banden tussen het fonds voor archieven met de culturele identiteit van de bevolking van een grondgebied;

4° de zeldzaamheid van de betrokken documenten of gegevens, of hun opmerkelijke staat van bewaring in vergelijking met andere soortgelijke documenten of gegevens.

TITEL 2. — CENTRA VOOR PRIVATE ARCHIEVEN

HOOFDSTUK 1. — *Opdrachten van centra voor private archieven*

Art. 3. § 1. De archiefopdrachten die bijdragen tot de doelstellingen van dit decreet worden onderverdeeld in basisopdrachten en aanvullende opdrachten.

§ 2. Basisarchiefopdrachten omvatten :

1° een verzamelopdracht om de fondsen van het centrum te vergroten door het opsporen, verwerven en deponeren van archieven;

2° een bewaaropdracht die erop gericht is de integriteit van de archieven op lange termijn te bewaren door passende opslagmethoden te gebruiken die voldoen aan de toepasselijke internationale normen, mogelijke risico's op aantasting vast te stellen en passende preventieve maatregelen te nemen ten opzichte van de vastgestelde risico's;

3° een verwerkingsopdracht die bestaat uit het evalueren, sorteren, classificeren en beschrijven van de archieven die in het centrum worden bewaard, door middel van indexering, inventarisatie, catalogisering en ontwikkeling van hulpmiddelen overeenkomstig de toepasselijke internationale normen;

4° een terbeschikkingstellingsopdracht met als doel de fondsen van het centrum toegankelijk te maken voor het publiek op een wijze die verenigbaar is met de eisen inzake bewaring, de bepalingen van de wetgeving inzake de bescherming van persoonsgegevens en de wensen van de schenker of de deponent;

5° een van de volgende waarderingsopdrachten :

a) een opdracht inzake wetenschappelijk onderzoek en wetenschappelijke publicaties in verband met de fondsen of thema's van het centrum;

b) een opdracht inzake culturele bemiddeling om pedagogische of onderwijsdoelstellingen in verband met de fondsen of thema's van het centrum; wanneer deze op een schoolpubliek is gericht, is deze opdracht in overeenstemming met de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject;

c) een opdracht inzake opleiding in archiefbeheer, in de eerste plaats voor culturele operatoren.

§ 3. Aanvullende archiefopdrachten omvatten :

1° waarderingsopdrachten uitgevoerd naast de basisopdrachten;

2° de ontwikkeling of de voortzetting van een digitaliseringsbeleid dat erin bestaat de fysieke archieven te digitaliseren volgens methoden die de integriteit ervan bewaren, de gedigitaliseerde inhoud duurzaam te bewaren en toegankelijk te maken voor het publiek;

3° de ontwikkeling of voortzetting van een beleid voor het beheer van oorspronkelijk digitale archieven, op voorwaarde dat deze minder dan 20% van de fondsen van het centrum uitmaken;

4° de ontwikkeling of de voortzetting van een actief en regelmatig beleid inzake de verzameling van archieven, met prioriteit voor culturele operatoren.

§ 4. De Regering stelt, met inachtneming van de beginselen van dit decreet, de minimumvoorwaarden vast voor de uitvoering van de opdrachten vermeld in de paragrafen 2 en 3. Zij kan deze voorwaarden preciseren naar gelang van de categorie waarin het centrum is erkend.

HOOFDSTUK 2. — *Erkenning van centra voor private archieven*

Art. 4. De Regering kan centra voor private archieven erkennen die bijdragen tot de doelstellingen van dit decreet.

De erkenning geldt voor een periode van vijf jaar en geeft recht op een jaarlijkse subsidie, waarvan het bedrag en de voorwaarden van toekenning worden vastgesteld overeenkomstig hoofdstuk 4 van deze titel.

Art. 5. Om te worden erkend moet een centrum voor private archieven aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen :

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging met rechtspersoonlijkheid of een stichting in de zin van de artikelen 1:6, § 2, en 1:7 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;

2° een exploitatiezetel hebben in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad; deze exploitatiezetel omvat minstens één zaal voor de bewaring en één zaal voor de raadpleging, die elk voldoen aan de door de Regering vastgestelde voorwaarden inzake omvang, uitrusting en openstelling voor het publiek;

3° op de dag van de indiening van de erkenningsaanvraag gedurende ten minste vijf jaar archiefopdrachten hebben verricht die bijdragen tot de doelstellingen van dit decreet;

4° beschikken over fondsen voor archieven van erfgoedbelang gevormd door derden, waarvan het minimumvolume door de Regering wordt bepaald, en de samenhang van haar fondsen volgens één of meer thema's en/of een bepaald grondgebied verzekeren;

5° niet als hoofddoel de bewaring en de waardering van audiovisuele archieven hebben;

6° de financiële levensvatbaarheid van zijn activiteiten aantonen.

Om het voordeel van de erkenning en de bijhorende subsidies te behouden, moet het centrum voor private archieven ook aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° de in artikel 3, § 2, 1° tot en met 4°, vermelde basisarchiefopdrachten en ten minste één van de in 5° van dezelfde paragraaf vermelde waarderingsopdracht uitvoeren;

2° ten minste één voltijds equivalent in dienst hebben dat belast is met de bewaring, de verwerking, de waardering en de raadpleging van de archieven en dat voldoet aan de door de Regering vastgestelde kwalificaties; aan deze voorwaarde moet uiterlijk zes maanden na de kennisgeving van de erkenningsbeslissing zijn voldaan;

3° een inventaris en zoekinstrumenten ontwikkelen die online toegankelijk zijn en voldoen aan de technische eisen die de regering op basis van internationaal erkende normen stelt;

4° regelmatig samenwerken met andere door de Franse Gemeenschap erkende operatoren, inzonderheid culturele operatoren, en deelnemen aan wetenschappelijk onderzoek op lokaal, regionaal, communautair of internationaal niveau;

5° zijn boekhouding inrichten volgens het door de overheid opgestelde algemeen rekeningenstelsel voor culturele operatoren; deze voorwaarde moet vervuld zijn vanaf het tweede jaar van erkenning;

6° het bewaren van zijn eigen archieven met betrekking tot de ondersteunde activiteiten.

In voorkomend geval zal de regering bij de erkenning of vernieuwing aangeven welke aanvullende archiefopdrachten zij naast de basisopdrachten erkent.

Art. 6. Wanneer de beschikbare begrotingskredieten onvoldoende zijn om alle centra voor private archieven die voldoen aan de voorwaarden van artikel 5 of om alle aanvullende opdrachten bepaald in artikel 3, § 3, te erkennen, worden de prioriteiten als volgt bepaald :

1° er zal voorrang worden gegeven aan de vernieuwing, met uitzondering van verzoeken om vooruitgang, van bestaande erkenningen die positief zijn beoordeeld, met inbegrip van eerder erkende aanvullende opdrachten die positief zijn beoordeeld;

2° vervolgens wordt voorrang verleend aan de toekenning van nieuwe erkenningen voor basisopdrachten, rekening houdend met de volgende criteria :

a) naleving van een evenwicht tussen verschillende ideologische stromingen en tussen verschillende gebieden van culturele expressie, met bijzondere aandacht voor ideologische pluraliteit en minder gewaardeerde gebieden;

b) adequate dekking van het hele grondgebied en de gehele bevolking van de Franse Gemeenschap;

c) de omvang van het erfgoedbelang van de betrokken fondsen ten opzichte van de criteria van artikel 2, § 3;

d) de noodzaak om mannen en vrouwen, alsmede personen die zich niet herkennen in de binaire opvatting van gender, een evenwichtige zichtbaarheid te geven in de collectieve geschiedenis van de bevolkingsgroepen die de Franse Gemeenschap van België vormen;

e) de kwaliteit en de relevantie van het samenwerkingsnetwerk van het centrum voor archieven, inzonderheid met andere culturele operatoren;

f) de kwaliteit van het door het archiefcentrum verrichte archiefwerk;

g) de omvang en de diversiteit van het archiefcentrum;

3° de overblijvende begrotingen worden vervolgens toegewezen aan de erkenning van nieuwe aanvullende opdrachten en aan de eventuele verhoging van eerder toegekende subsidies, rekening houdend met de criteria vermeld in 2°, a) tot en met g), alsook met de relevantie van de aangevraagde aanvullende opdrachten, inzonderheid wat betreft de omvang en de activiteiten van het vragende centrum en de inachtneming van een evenwicht tussen de verschillende soorten erkende aanvullende opdrachten.

HOOFDSTUK 3. — *Concessie van archieven van erfgoedbelang behorend tot de Franse Gemeenschap*

Art. 7. De Regering kan het beheer van fondsen van erfgoedbelang van de Franse Gemeenschap toevertrouwen aan een centrum voor private archieven dat aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoet :

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging met rechtspersoonlijkheid of een stichting in de zin van de artikelen 1:6, § 2, en 1:7 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;

2° een exploitatiezetel hebben in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad; deze exploitatiezetel omvat minstens één zaal voor de bewaring en één zaal voor de raadpleging, die elk voldoen aan de door de Regering vastgestelde voorwaarden inzake omvang, uitrusting en openstelling voor het publiek;

3° de financiële levensvatbaarheid van zijn activiteiten aantonen.

Om de aan haar toevertrouwde archieven te bewaren en in aanmerking te komen voor de desbetreffende subsidies, moet het centrum voor private archieven bedoeld in het eerste lid bovendien voldoen aan de volgende cumulatieve voorwaarden :

1° de basisarchiefopdrachten vermeld in artikel 3, § 2, 1° tot 4°, uitvoeren en ten minste twee van de waarderingsopdrachten vermeld in 5° van hetzelfde lid;

2° ten minste één voltijds equivalent in dienst hebben dat belast is met de bewaring, de verwerking, het gebruik en de raadpleging van de archieven en dat voldoet aan de door de Regering vastgestelde kwalificaties; aan deze voorwaarde moet uiterlijk zes maanden na de kennisgeving van de beslissing om de archieven aan het centrum toe te vertrouwen, zijn voldaan;

3° een inventaris en zoekinstrumenten ontwikkelen die online toegankelijk zijn en voldoen aan de technische voorwaarden die de regering op basis van internationaal erkende normen heeft vastgesteld;

4° regelmatig samenwerken met andere door de Franse Gemeenschap erkende operatoren, inzonderheid culturele operatoren, en deelnemen aan wetenschappelijk onderzoek op lokaal, regionaal, communautair of internationaal niveau;

5° zijn boekhouding voeren volgens het algemeen rekeningenstelsel opgesteld door de overheid voor culturele operatoren; deze voorwaarde moet vervuld zijn vanaf het tweede jaar na de beslissing om de archieven aan het centrum toe te vertrouwen;

6° het bewaren van zijn eigen archieven met betrekking tot de ondersteunde activiteiten.

De Regering kan ook aan het centrum voor private archieven bedoeld in het eerste lid aanvullende archiefopdrachten toevertrouwen in de zin van artikel 3, § 3, alsmede elke andere opdracht van algemeen belang met betrekking tot de aan het centrum toevertrouwde archieven.

HOOFDSTUK 4. — *Subsidiëring van centra voor private archieven*

Afdeling 1. — Structurele subsidies voor erkende centra voor private archieven

Art. 8. De regering kent de volgende structurele subsidies toe aan erkende centra voor private archieven :

1° een structurele basissubsidie ter ondersteuning van de werking van het centrum en de basisarchiefopdrachten;

2° een aanvullende structurele subsidie ter ondersteuning van erkende aanvullende archiefopdrachten;

3° een tewerkstellingssubsidie berekend overeenkomstig het decreet van 24 oktober 2008

tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap.

Art. 9. § 1. Om het bedrag van de subsidies te bepalen, worden de erkende centra voor private archieven in drie categorieën ingedeeld.

De verdelingsregels zijn vastgesteld door de regering en zijn gebaseerd op :

1° het aantal voltijdse equivalenten belast met de bewaring, de verwerking, de waardering en de raadpleging van de archieven;

2° het volume van de activiteiten, inzonderheid bepaald ten aanzien van:

a) het volume van de bewaarde archieven, uitgedrukt in strekkende meter, m³ of bytes, rekening houdend met het stadium waarin het verwerkingsproces zich bevindt;

b) de opslagruimte, rekening houdend met de gebruikte ruimte, de onmiddellijk beschikbare ruimte en de uitbreidingsmogelijkheden.

Voor centra die in de tussenliggende of hogere categorieën zijn erkend, kunnen aanvullende erkenningsvoorwaarden gelden die specifiek zijn voor hun categorie.

§ 2. Centra voor private archieven die in de lagere categorie zijn erkend, ontvangen een structurele basissubsidie van 85.000 tot 95.000 euro per jaar.

Centra voor private archieven die erkend zijn in de tussencategorie ontvangen een structurele basissubsidie van 125.000 tot 135.000 euro per jaar.

Centra voor private archieven die in de hogere categorie erkend zijn, ontvangen een structurele basissubsidie van ten minste 160.000 euro per jaar.

De subsidies en marges vermeld in het eerste lid worden jaarlijks op 1 januari geïndexeerd overeenkomstig de ontwikkeling van het gezondheidsindexcijfer. De regering bepaalt de toepasselijke indexeringsformule.

Art. 10. Voor elke erkende aanvullende archiefopdracht verleent de regering aan de erkende centra voor private archieven een bijkomende structurele subsidie van maximaal

a) 25% van het bedrag van de structurele basissubsidie, voor centra die erkend zijn in de lagere categorie;

b) 20% van het bedrag van de structurele basissubsidie, voor centra die zijn erkend in de tussencategorie;

c) 15% van het bedrag van de structurele basissubsidie, voor centra die erkend zijn in de hogere categorie.

De aanvullende subsidie wordt niet toegekend of proportioneel verminderd indien de kosten van de erkende aanvullende opdracht reeds geheel of gedeeltelijk door de Franse Gemeenschap of door een derde in het kader van een andere steunregeling worden gedekt.

Het gecumuleerde bedrag van de aanvullende subsidies toegekend met toepassing van het eerste lid mag in geen geval het bedrag van de structurele basissubsidie overschrijden.

Afdeling 2. — Structurele subsidies voor centra voor private archieven waaraan archieven van erfgoedbelang van de Franse Gemeenschap zijn toevertrouwd

Art. 11. De structurele subsidies aan centra voor archieven waaraan de archieven van erfgoedbelang van de Franse Gemeenschap worden toevertrouwd, worden inzonderheid in de uitgavenbegroting opgenomen.

Ze worden elk jaar op 1 januari geïndexeerd op basis van de evolutie van de gezondheidsindex. De regering bepaalt de toepasselijke indexeringsformule.

Afdeling 3. — Eenmalige subsidies aan centra voor private archieven

Art. 12. De Regering kan de volgende eenmalige subsidies verlenen aan centra voor private archieven :

1° subsidies ter ondersteuning van maatregelen die fondsen van erfgoedbelang beschermen;

2° subsidies ter dekking van uitgaven inzake uitrusting.

Wanneer de beschikbare begrotingskredieten onvoldoende zijn om aan alle ontvankelijke aanvragen een gunstig gevolg te geven, worden prioriteiten vastgesteld met inachtneming van de volgende criteria :

1° aanvragen ter ondersteuning van beschermingsmaatregelen hebben de voorrang;

2° beschermingsverzoeken worden ingedeeld met inachtneming van de volgende criteria :

a) dringendheid, beoordeeld op basis van het risico van verslechtering of vernietiging voor het fonds indien er geen actie wordt ondernomen;

b) de omvang van het erfgoedbelang van de betrokken fondsen ten opzichte van de criteria van artikel 2, § 3;

c) de mate waarin de bewaring op lange termijn na de tegemoetkoming gewaarborgd is;

d) de financiële draagkracht van de aanvrager;

3° de aanvragen voor uitrusting worden ingedeeld met inachtneming van de volgende criteria :

a) de relevantie van de aangevoerde rechtvaardiging voor de voorgenomen verwerving, beoordeeld in het licht van de activiteiten van het centrum voor private archieven;

b) de mogelijkheid om de verworven uitrusting te delen met andere culturele operatoren;

c) er wordt voorrang gegeven aan de aanschaf van uitrusting om de voorwaarden voor de bewaring van fondsen te verbeteren;

d) de financiële draagkracht van de aanvrager.

Art. 13. Eenmalige subsidies ter ondersteuning van maatregelen voor de bescherming van archieven van erfgoedbelang kunnen alleen in de volgende gevallen worden toegekend :

1° de ontdekking van parasieten, schimmel of soortgelijke aantastingen die een behandeling van de getroffen archieven vereisen om besmetting van de gehele fondsen te voorkomen;

2° brand, waterschade of natuurrampen die de verplaatsing van alle of een deel van de fondsen of de aankoop van materiaal voor het behoud of het herstel ervan vereisen.

Art. 14. Eenmalige uitrustingssubsidies kunnen alleen onder de volgende voorwaarden worden toegekend :

1° het verzoek moet betrekking hebben op de aankoop van meubilair of materieel dat nodig is voor de uitvoering van de opdrachten van het centrum voor private archieven;

2° de bijdrage van de Franse Gemeenschap wordt per periode van vijf jaar beperkt tot :

a) 25% van het gecumuleerde jaarlijkse bedrag van de in artikel 8 bedoelde structurele subsidies, voor de in de laagste categorie erkende centra;

b) 20% van het gecumuleerde jaarlijkse bedrag van de in artikel 8 bedoelde structurele subsidies, voor centra van de tussencategorie;

c) 15% van het gecumuleerde jaarlijkse bedrag van de in artikel 8 bedoelde structurele subsidies, voor in de hogere categorie erkende centra.

TITEL 3. — ARCHIEFBEHEER DOOR STRUCTUREEL ONDERSTEUNDE CULTURELE OPERATOREN

Art. 15. § 1. De Regering is bevoegd om in de voorwaarden voor de toekenning van structurele subsidies aan culturele operatoren in het kader van het beleid bedoeld in artikel 1, 8°, in voorkomend geval, de verplichting op te nemen om het behoud van de archieven betreffende de gesteunde activiteiten op te nemen.

Deze titel is van toepassing op culturele operatoren die aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° als rechtspersoon worden opgericht;

2° het uitvoeren van activiteiten die hoofdzakelijk deel uitmaken van het cultuurbeleid;

3° zich in een van de volgende toestanden bevinden :

a) met de Franse Gemeenschap een programmaovereenkomst of een meerjarige subsidieovereenkomst hebben gesloten voor de activiteiten bedoeld in 2°;

b) een erkenning genieten die de onder 2° bedoelde activiteiten omvat en die recht geeft op een meerjarensubsidie krachtens de organieke wetgeving van de Franse Gemeenschap;

c) met naam worden opgenomen in de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor de activiteiten bedoeld in 2°.

d) in aanmerking komen voor de steun bedoeld in artikel 13, § 1, van het decreet van 25 april 2019 betreffende de museumsector in de Franse Gemeenschap.

De relevantie van het opnemen van deze verplichting wordt beoordeeld op basis van :

1° of het advies van de bevoegde overlegkamer, indien de verplichting transversale betrekking heeft op een sector of een deel daarvan;

2° of het advies van de bevoegde adviescommissie, indien de verplichting betrekking heeft op een of meer specifieke operatoren.

De omvang van deze verplichting staat in verhouding tot het ontvangen subsidiebedrag en wordt gespecificeerd in de programmaovereenkomst, de overeenkomst of het subsidiebesluit van de operator.

§ 2. De operator wordt aangemoedigd om zijn archieven onder te brengen bij een erkend centrum voor private archieven of bij de operator die is aangewezen krachtens artikel 6.3-2 van het decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten, mits deze daarmee instemmen en overeenkomstig de met hen overeengekomen voorwaarden.

In geval van stopzetting van de activiteiten moeten de archieven van de operator worden gedeponereerd bij een erkend centrum voor private archieven, bij de operator die is aangewezen krachtens artikel 6.3-2 van het decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten, of bij gebreke daaraan bij de regeringsdiensten.

Art. 16. De regering kan aan de in artikel 15 bedoelde culturele operatoren eenmalige subsidies toekennen om het gebruik van externe archiveringsexpertise te ondersteunen.

De in lid 1 bedoelde subsidies worden toegekend onder de volgende voorwaarden :

1° de gesteunde activiteit moet bestaan uit technische bijstand of opleiding in verband met de bewaring en de verwerking van archieven;

2° de aangezochte deskundige moet een archiefberoepsdeskundige zijn met ten minste vijf jaar ervaring;

3° de aanhoudende activiteit mag zich niet over meer dan twee jaar uitstrekken;

4° de subsidies bedoeld in het eerste lid kunnen slechts eenmaal per erkenningsperiode of in de loop van één enkele meerjarige subsidieovereenkomst worden toegekend;

5° het gecumuleerde bedrag van de structurele subsidies die de Franse Gemeenschap jaarlijks aan de culturele operator toekent, mag niet meer bedragen dan 500.000 euro.

Het bedrag van de in lid 1 bedoelde subsidies ligt tussen 2.500 en 25.000 euro en dekt maximaal 70% van de kosten van de expertiseopdracht.

Wanneer de beschikbare begrotingskredieten onvoldoende zijn om aan alle ontvankelijke aanvragen een gunstig gevolg te geven, worden prioriteiten vastgesteld met inachtneming van de volgende criteria :

1° respect voor een evenwicht tussen verschillende ideologische stromingen en tussen verschillende gebieden van culturele expressie, met bijzondere aandacht voor ideologische pluraliteit en ondergewaardeerde gebieden;

2° adequate dekking van het hele grondgebied en de gehele bevolking van de Franse Gemeenschap;

3° de omvang van het erfgoedbelang van de betrokken archieven in het licht van de criteria bepaald in artikel 2, § 3;

4° de noodzaak om mannen en vrouwen, alsmede personen die zich niet herkennen in de binaire opvatting van gender, een evenwichtige zichtbaarheid te geven in de collectieve geschiedenis van de bevolkingsgroepen die de Franse Gemeenschap van België vormen;

5° de relevantie van de gevraagde bijstand of opleiding ten aanzien van het expertiseniveau van de culturele operator op het gebied van bewaring en verwerking van archieven.

TITEL 4. — ARCHIEFCLUSTERS

Art. 17. § 1. De regering kan archiefclusters erkennen en subsidiëren die een of meer archiefcentra of een of meer archiefcentra en een netwerk van culturele partners samenbrengen, die zich op een bepaald gebied of thema concentreren en bepaalde instrumenten of middelen delen.

§ 2. De erkenning wordt verleend voor een hernieuwbare periode van vijf jaar, in overeenstemming met de erkenningsperiode van het centrum voor private archieven dat het cluster coördineert.

Indien de coördinator verandert, wordt de erkenning van het cluster van rechtswege verlengd of verminderd om overeen te stemmen met de erkenningsperiode van de coördinator.

De erkenning van het cluster vervalt van rechtswege wanneer alle centra die deel uitmaken van het archiefcluster hun erkenning verliezen of wanneer de door de regering aan hen toevertrouwde archieven worden ingetrokken.

Art. 18. De leden van een archiefcluster leggen hun samenwerking schriftelijk vast door middel van een overeenkomst waarin gedefinieerd worden :

1° het doel van de samenwerking;

2° de verbintenissen van elk lid;

3° de verdeling van de financiële middelen;

4° het archiefcentrum, dat wordt aangewezen als coördinator en het geheel vertegenwoordigt in zijn contacten met de Regering.

TITEL 5. — REPRESENTATIEVE ORGANISATIES

Art. 19. Representatieve organisaties die als maatschappelijk doel hebben een aanzienlijk deel van de centra voor private archieven of archiefberoepslieden in de Franse Gemeenschap te verenigen en te vertegenwoordigen, kunnen de erkenning als beroepsfederatie aanvragen onder de voorwaarden van de artikelen 92 tot en met 95 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur.

Hun doelstellingen zijn :

1° het beheer en de bewaring van archieven te bevorderen, op het niveau van de Franse Gemeenschap en eventueel in het kader van internationale uitwisselingen;

2° actie ondernemen om de archiefsector te ontwikkelen;

3° diensten en informatie aan te bieden aan de aangesloten verenigingen;

4° het organiseren van opleidingen voor verantwoordelijken van archiefcentra en archivariissen;

5° de verspreiding van activiteiten en de vorming van netwerken tussen de aangesloten verenigingen te bevorderen.

Art. 20. De Regering kan de volgende structurele subsidies toekennen aan erkende representatieve organisaties :

1° een structurele basissubsidie ter ondersteuning van hun werkzaamheden en activiteiten;

2° een tewerkstellingspremie berekend overeenkomstig het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap.

Afdeling 6. — PROCEDURELE BEPALINGEN**HOOFDSTUK 1. — Procedures voor de erkenning van centra voor private archieven**

Art. 21. De Regering bepaalt de procedures voor het verlenen, vernieuwen, schorsen, herzien of intrekken van de erkenning overeenkomstig de in dit hoofdstuk neergelegde beginselen.

Art. 22. De procedure voor de erkenning van centra voor private archieven omvat de volgende stappen :

1° het indienen van een aanvraag tot erkenning, volgens de door de regering vastgestelde nadere regels, samen met een vijfjarig actieplan, uiterlijk 9 maanden voor het begin van de gevraagde erkenning;

2° een advies van de Commissie voor het Cultureel Erfgoed;

3° de kennisgeving van een beslissing, waaraan het advies van de commissie of een uittreksel uit het advies betreffende het verzoekende centrum voor private archieven is gevoegd en met vermelding van de beroepsmogelijkheden;

4° de mogelijkheid voor het centrum voor private archieven waarvan de erkenning wordt geweigerd, om tegen deze beslissing beroep in te stellen, overeenkomstig artikel 96, § 1, van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur.

Art. 23. De procedure voor de vernieuwing van de erkenning omvat de volgende stappen :

1° het indienen van een aanvraag tot vernieuwing, overeenkomstig de door de regering vastgestelde nadere regels, uiterlijk 9 maanden voor het verstrijken van de lopende erkenning;

2° een advies van de Commissie voor het Cultureel Erfgoed;

3° de kennisgeving van een beslissing, waaraan het advies van de commissie of een uittreksel uit het advies betreffende het aanvragende archiefcentrum is gevoegd en waarin de beroepsmogelijkheden worden vermeld;

4° de mogelijkheid voor het centrum voor private archieven waarvan de vernieuwing wordt geweigerd of waarvan het gecumuleerde bedrag van de structurele subsidies ten minste 30% lager ligt dan het eerder toegekende bedrag, om tegen deze beslissing beroep in te stellen, overeenkomstig artikel 96, § 1, van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur.

Art. 24. § 1. De procedure voor neerwaartse herziening of intrekking van de erkenning omvat :

1° de verplichting voor het erkende centrum voor private archieven om elke wijziging te melden die van invloed kan zijn op de uitvoering van de opdracht waarvoor het erkend is, onverminderd de mogelijkheid voor de regeringsdiensten om een dergelijke wijziging op eigen initiatief vast te stellen;

2° een advies van de Commissie voor het Cultureel Erfgoed; het betrokken centrum heeft het recht te vragen door de Commissie te worden gehoord;

3° de kennisgeving van een beslissing, waaraan het advies van de commissie of een uittreksel uit het advies betreffende het verzoekende centrum voor private archieven is gevoegd en met vermelding van de beroepsmogelijkheden;

4° de mogelijkheid voor het centrum voor private archieven waarvan de erkenning wordt ingetrokken of waarvan het gecumuleerde bedrag van de structurele subsidies na wijziging ten minste 30% lager is dan het eerder toegekende bedrag, om tegen deze beslissing beroep in te stellen, overeenkomstig artikel 96, § 1, van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur.

§ 2. In geval van kennelijke niet-naleving van de voorwaarden voor erkenning of verantwoording van subsidies kan de betaling van structurele subsidies worden geschorst.

De schorsing mag niet langer dan een jaar duren. Zij moet binnen deze periode worden bevestigd of ongedaan gemaakt door een beslissing tot intrekking, neerwaartse herziening of hervatting van de subsidies, genomen na raadpleging van de Commissie voor het Cultureel Erfgoed.

Dit artikel is niet van toepassing op de schorsing van subsidiebetalingen in afwachting van de indiening van de jaarlijkse bewijsstukken.

HOOFDSTUK 2. — *De te volgen procedure voor het toevertrouwen van het beheer van archieven van erfgoedbelang die toebehoren aan de Franse Gemeenschap*

Art. 25. De procedure die moet worden gevolgd om een centrum voor private archieven te belasten met het beheer van aan de Franse Gemeenschap toebehorende archieven die van belang zijn voor het erfgoed, omvat de volgende stappen :

1° een advies van de Commissie voor het Cultureel Erfgoed;

2° het sluiten, tussen de Franse Gemeenschap en het centrum voor private archieven, van een overeenkomst waarin de omvang van de toevertrouwde opdrachten en het bedrag van de structurele subsidies ter ondersteuning van deze opdrachten worden gepreciseerd.

Art. 26. § 1. Om de vijf jaar wordt beoordeeld of het wenselijk is de archieven aan het centrum te blijven toevertrouwen.

De beoordelingsprocedure omvat de volgende stappen :

1° de invoering, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde procedures, van een evaluatiedossier;

2° een advies van de Commissie voor het Cultureel Erfgoed;

3° de kennisgeving van het resultaat van de beoordeling, met bijvoeging van het advies van de commissie of een uittreksel uit het advies betreffende het archiefcentrum en, in geval van een negatieve beslissing, met vermelding van de beroepsmogelijkheden;

4° het afsluiten van een wijziging van de overeenkomst in geval van wijziging van de opdrachten naar aanleiding van de evaluatie;

5° de mogelijkheid voor het archiefcentrum waarvan alle opdrachten worden ingetrokken of waarvan het gecumuleerde bedrag van de structurele subsidies na de evaluatie ten minste 30% lager ligt dan het eerder toegekende bedrag, om tegen deze beslissing beroep in te stellen, overeenkomstig artikel 96, § 1, van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur.

§ 2. Indien het centrum voor private archieven of de regeringsdiensten buiten het in paragraaf 1 bedoelde evaluatieproces kennis krijgen van een wijziging die van invloed kan zijn op de uitvoering van de opdrachten van het centrum, is de procedure van artikel 24 van toepassing.

HOOFDSTUK 3. — *Erkenningsprocedure voor archiefclusters*

Art. 27. De procedure voor de erkenning van archiefclusters omvat de volgende stappen :

1° het indienen van een aanvraag tot erkenning, overeenkomstig de door de regering vastgestelde procedures, uiterlijk 9 maanden voor het begin van de gevraagde erkenning;

2° een advies van de Commissie voor het Cultureel Erfgoed;

3° de kennisgeving van een beslissing, samen met het advies van de commissie of een uittreksel uit het advies betreffende het aanvragende archiefcluster en met vermelding van de beroepsmogelijkheden;

4° de mogelijkheid voor het archiefcluster waarvan de erkenning wordt geweigerd om beroep in te stellen tegen deze beslissing, overeenkomstig artikel 96, § 1, van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur.

Art. 28. § 1. Om de vijf jaar wordt beoordeeld of het wenselijk is een archiefcluster te blijven erkennen.

De beoordelingsprocedure omvat de volgende stappen :

1° de invoering, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde procedures, van een evaluatiedossier;

2° een advies van de Commissie voor het Cultureel Erfgoed;

3° de kennisgeving van het resultaat van de beoordeling, samen met het advies van de commissie of een uittreksel uit het advies met betrekking tot het archiefcluster, waarin, in geval van een negatieve beslissing, de beroepsmogelijkheden worden aangegeven;

4° de mogelijkheid voor het archiefcluster waarvan de erkenning wordt ingetrokken of waarvan het gecumuleerde bedrag van de structurele subsidies na de evaluatie ten minste 30% lager ligt dan het eerder toegekende bedrag, om tegen deze beslissing beroep in te stellen, overeenkomstig artikel 96, § 1, van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur.

§ 2. Indien de archiefcentra die lid uitmaken van het cluster of de regeringsdiensten buiten het in het eerste lid bedoelde vernieuwingsproces een wijziging vaststellen die van invloed kan zijn op de uitvoering van de opdrachten van het cluster, is de procedure van artikel 24 van toepassing.

HOOFDSTUK 4. — *Subsidieprocedures*

Art. 29. De Regering bepaalt de wijze van toekenning, uitbetaling en verantwoording van de subsidies met inachtneming van de in dit hoofdstuk neergelegde beginselen.

Art. 30. De procedure voor de toekenning van eenmalige subsidies ter ondersteuning van maatregelen voor de bewaring van archieven van erfgoedbelang omvat :

1° het indienen van een subsidieaanvraag, volgens de door de Regering vastgestelde procedures;

2° een advies van de Commissie voor het Cultureel Erfgoed, behalve in dringende gevallen die onverenigbaar zijn met de termijnen voor voorlegging aan de Commissie;

3° de kennisgeving van een beslissing, waarbij in voorkomend geval het advies van de commissie of een uittreksel uit het advies betreffende de aanvrager is gevoegd en waarin, in geval van een negatieve beslissing, de beroepsmogelijkheden worden vermeld.

Art. 31. De procedure voor de toekenning van eenmalige investerings- of uitrustingssubsidies omvat :

1° het indienen van een subsidieaanvraag, volgens de door de Regering vastgestelde procedures;

2° een advies van de Commissie voor het Cultureel Erfgoed;

3° de kennisgeving van een beslissing, waarbij het advies van de commissie of een uittreksel uit het advies betreffende het verzoekende centrum voor private archieven is gevoegd en met vermelding van de beroepsmogelijkheden.

Art. 32. De procedure voor de toekenning van eenmalige subsidies ter ondersteuning van het gebruik van externe archiefdeskundigheid omvat:

1° het indienen van een subsidieaanvraag overeenkomstig de door de Regering vastgestelde procedures;

2° een advies van de Commissie voor het Cultureel Erfgoed;

3° de kennisgeving van een beslissing, waaraan het advies van de Commissie of een uittreksel uit het advies betreffende het aanvragende centrum voor private archieven is gevoegd en met vermelding van de beroepsmogelijkheden.

HOOFDSTUK 5. — *Evaluatie van het decreet*

Art. 33. De Regering evalueert dit decreet binnen zes jaar na de inwerkingtreding ervan en vervolgens om de vijf jaar aan de hand van door haar vast te stellen criteria.

Deze evaluatie wordt door de Regering aan het Parlement van de Franse Gemeenschap meegedeeld binnen zes maanden na het verstrijken van de termijn. De Regering maakt deze evaluatie via haar diensten bekend.

TITEL 7. — *WIJZIGINGS-, OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN*

Art. 34. § 1. De centra voor private archieven die aan de vooravond van de inwerkingtreding van dit decreet structurele subsidies ontvangen, blijven gedurende maximaal drie jaar de eerder verleende subsidies voor hun archiefopdrachten genieten.

§ 2. Om deze subsidie te verkrijgen moet het centrum voor private archieven tussen 30 september 2023 en 30 november 2023 een aanvraag indienen met de volgende gegevens :

1° een evaluatieverslag over de in het kader van de huidige overeenkomst uitgevoerde archiefopdrachten, waarin de tijdens de overeenkomst geboekte vooruitgang wordt belicht;

2° een analyse van de naleving van dit decreet, waarbij in voorkomend geval wordt aangegeven aan welke elementen nog moet worden voldaan om aan het nieuwe decreet te voldoen;

3° een actieplan met de voor de periode beoogde archiefactiviteiten en, in voorkomend geval, de identificatie van de stappen die moeten worden ondernomen om aan dit decreet te voldoen, de planning ervan en de toewijzing van de ontvangen middelen. Dit plan vermeldt de termijn waarbinnen het centrum voornemens is een aanvraag tot erkenning of een concessie in het kader van dit decreet in te dienen, alsook de beoogde categorie aan het einde van de overgangperiode.

Na advies van de Commissie wordt met de betrokken centra een overgangsovereenkomst gesloten. Deze overeenkomst is bedoeld om het centrum tijdens de nalevingsperiode te ondersteunen. Zij wordt vroegtijdig beëindigd indien een erkennings- of concessieovereenkomst krachtens dit decreet wordt gesloten.

De tijdens de overgangperiode toegekende subsidies worden elk jaar op 1 januari geïndexeerd op basis van de ontwikkeling van de gezondheidsindex. De regering zal de toepasselijke indexeringsformule vaststellen.

Art. 35. Opgeheven worden :

1° het decreet van 13 juli 1994 houdende erkenning en subsidiëring van de centra voor private archieven in de Franse Gemeenschap van België;

2° het decreet van 12 mei 2004 betreffende de centra voor private archieven in de Franse Gemeenschap van België.

Art. 36. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2024 met uitzondering van :

- artikel 15, § 1, dat van toepassing is vanaf de eerste aanvraag of de eerste vernieuwing na de inwerkingtreding van dit decreet;

- de artikelen 8, 3°, en 20, 2°, die in werking treden op de door de Regering vastgestelde datum.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 25 mei 2023.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het Toezicht op
« Wallonie-Bruxelles Enseignement »,

F. DAERDEN

De Vice-Présidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuizen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2022-2023

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 533-1. – Commissieamendement(en), nr. 533-2. Commissieverslag, nr. 533-3 – Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 533-4 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 533-5.

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. – Vergadering van 24 mei 2023.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/41938]

20 AVRIL 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'approbation de 7 profils de métier et de formation produits par le Service francophone des Métiers et des Qualifications

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'accord de coopération conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service francophone des Métiers et des Qualifications, en abrégé « S.F.M.Q. », conclu à Bruxelles le 29 octobre 2015 ;

Vu le décret du 10 décembre 2015 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service francophone des métiers et des qualifications, en abrégé « S.F.M.Q. » ;

Considérant que la ChaCA du S.F.M.Q. a validé le 24 mars 2023 la création de profils de métier et de formation ;

Sur proposition de la Ministre de l'Éducation ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement de la Communauté française approuve les profils de métier et de formation du conducteur de gerbeur et de transpalette motorisé (LOG-conduct.gerbeur-V02-2023), tels que validés par la ChaCA en séance du 24 mars 2023.

Art. 2. Le Gouvernement de la Communauté française approuve les profils de métier et de formation du conducteur de chariot élévateur avec poste de conduite au sol de type frontal (LOG-conduct.char.frontal-V02-2023), tels que validés par la ChaCA en séance du 24 mars 2023.

Art. 3. Le Gouvernement de la Communauté française approuve les profils de métier et de formation du conducteur de chariot élévateur avec poste de conduite au sol de type latéral (LOG-conduct.char.latéral-V02-2023), tels que validés par la ChaCA en séance du 24 mars 2023.

Art. 4. Le Gouvernement de la Communauté française approuve les profils de métier et de formation du conducteur de chariot élévateur embarqué (LOG-conduct.char.embarqué-V02-2023), tels que validés par la ChaCA en séance du 24 mars 2023.

Art. 5. Le Gouvernement de la Communauté française approuve les profils de métier et de formation du conducteur de chariot élévateur avec poste de conduite élevable à fourche fixe (LOG-conduct.char.haut.fixe-V02-2023), tels que validés par la ChaCA en séance du 24 mars 2023.

Art. 6. Le Gouvernement de la Communauté française approuve les profils de métier et de formation du conducteur de chariot élévateur avec poste de conduite élevable à fourche tri directionnelle (LOG-conduct.char.haut.tri-V02-2023), tels que validés par la ChaCA en séance du 24 mars 2023.

Art. 7. Le Gouvernement de la Communauté française approuve les profils de métier et de formation du Superviseur en entrepôt (LOG-sup.entri-V03-2023), tels que validés par la ChaCA en séance du 9 décembre 2022.

Art. 8. L'approbation des profils révisés repris ci-dessus abroge de facto leur précédente version.